

# CERADESI NEWS

LA RECHERCHE-ACTION POUR LE DEVELOPPEMENT

Bulletin N° : 01



## Les CCVC à l'école de la veille citoyenne

MEILLEURS  
VŒUX 2021

— *Que les* —  
idées d'aujourd'hui  
— *fassent les* —  
succès de demain



05 BP 6153 Ouagadougou 05  
Tél. : (+226) 25 36 97 97  
(+226) 63 49 69 69  
Site web: [www.ceradesi.org](http://www.ceradesi.org)  
Email: [info@ceradesi.org](mailto:info@ceradesi.org)



« ....Cette formation initiée par CERADESI sur l'analyse budgétaire nous a permis de comprendre le mécanisme de suivi du budget au niveau communal et au niveau des collectivités territoriales en général. ... »  
Moussa SANOU, représentant la FSYNTER dans le CCVC de Djigouéra.

## Le CERADESI, un centre de référence, auteur d'une citoyenneté responsable pour que personne ne soit laissée pour compte

Le Centre d'Etudes et de Recherche Action pour le Développement Economique et Social Intégré en abrégé CERADESI, est un Centre d'expertise, d'appui-conseil et d'accompagnement de l'Etat, des Collectivités territoriales (CT) et des Organisations de la société civile (OSC) etc. C'est un incubateur de méthodes et d'outils d'appui à la gouvernance économique et à la lutte contre la pauvreté et la vulnérabilité.

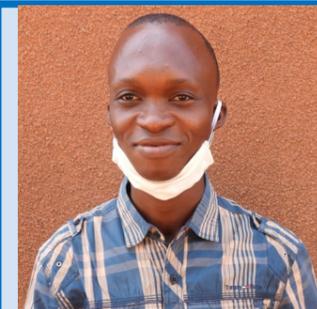


L'équipe opérationnelle du Centre d'Etudes et de Recherche-Action pour le Développement Economique et Social Intégré

Le Centre d'Etudes et de Recherche-Action pour le Développement Economique et Social Intégré est une association à but non lucratif qui relève des organisations de la société civile. Il est régi par la loi n°064-2015/CNT du 20 octobre 2015 portant liberté d'association au Burkina Faso. Avec une équipe jeune, dynamique et expérimentée, le Centre se donne pour mission de **promouvoir la bonne gouvernance économique et financière à travers une meilleure gestion des ressources publiques par le développement et la valorisation de la recherche, des études ainsi que la mise en œuvre de pratiques novatrices sur la gestion budgétaire, la protection sociale et les droits humains.** Pour réussir sa mission, le CERADESI s'est fixé sept objectifs. Il s'agit de : **-promouvoir la défense des droits de la personne, l'Etat de droit et la promotion des principes de bonne gouvernance au niveau local, national et africain y compris l'équité homme/femme**

- contribuer à l'éveil des consciences afin d'influencer les dynamiques du développement démocratique;
- promouvoir une protection sociale sensible aux besoins des populations les plus défavorisées ;
- développer une expertise locale pertinente sur les questions liées aux finances publiques et à la protection sociale ;
- conduire des plaidoyers de haut niveau pour la prise en compte des préoccupations des populations défavorisées dans les politiques publiques et les budgets à tous les niveaux ;
- améliorer la transparence et la redevabilité pour une gestion efficace et efficiente des ressources publiques (Etat, Collectivité territoriales décentralisées, Organisations de la société civile) ;

## Formation des CCVC sur l'analyse budgétaire



Je suis SIRI Moussa représentant le FSYNTER dans le CCVC de Toussiana : « par rapport à la formation que nous venons de suivre, je suis satisfait. Il y a eu des zones d'ombre qui ont été levées sur mes préoccupations concernant l'analyse budgétaire. J'ai compris quelles sont les questions qu'il faut se poser en vue d'avoir des réponses qui peuvent nous permettre de faire bouger les lignes à travers le plaidoyer. Etant donné que je fais partie du CCVC, je pourrai désormais mettre en pratique ce que j'ai appris, en collaboration avec les autres membres. Je pourrai mieux impacter mon entourage, mes collègues, mes amis, afin que nous puissions tous nous approprier la question du développement, nous intéresser au budget et identifier ce qui va et ce qui ne va pas, pour une meilleure gestion »



Je suis Mme BARRO, née ZONGO Martine, membre du CCVC de Toussiana : « je suis très ravie d'avoir suivi la formation sur l'analyse budgétaire. Cela m'a permis d'avoir des notions qui vont m'aider au sein du CCVC et dans la société. Maintenant je suis mieux outillée pour jouer mon rôle de veille citoyenne. Les notions acquises me permettront de pouvoir faire l'analyse de notre budget et de pouvoir plaider pour la prise en compte des besoins réels de la communauté, dans son élaboration. »



Je réponds au nom de Moussa SANOU, représentant la FSYNTER dans le CCVC de Djigouéra : « Cette formation sur l'analyse budgétaire nous a permis de comprendre le mécanisme de suivi du budget au niveau communal et au niveau des collectivités territoriales en général. Au-delà de cet aspect, il faut dire que l'analyse du budget va nous permettre de mener à bien notre mission de veille citoyenne à travers le suivi des actions à savoir l'élaboration du budget, son adoption et son exécution. »



Je me nomme KABORE Mahamady, professeur d'histoire géographique, au lycée départemental de Bondigui, par ailleurs membre du CCVC dans la commune : « Nous avons étudié un module sur l'analyse budgétaire qui nous a servis grandement. Parce que, personnellement, bien qu'ayant quelques notions sur le sujet, cela m'a davantage éclairé. Je pense aussi que ceux qui abordent le sujet pour la première fois ont également beaucoup appris. On a constaté que la formation a été dispensée avec beaucoup de détails et de qualités. En tant que membre du CCVC, ces savoirs acquis vont nous permettre de jouer pleinement notre rôle de citoyen en interpellant l'autorité pour une gestion idoine des choses publiques. L'analyse budgétaire nous permettra désormais d'être regardant sur la dotation et l'exécution du budget local »



Je m'appelle PODA Mariata, membre du CCVC de Iolonioro : « la formation m'a permis d'avoir beaucoup de connaissances. J'ai appris sur comment analyser le budget. Cela m'a donné des idées sur comment agir pour aider ma population et ma commune à aller de l'avant. »



**DISSONGO Abdoulaye, Point focal du CCVC de ZABRE :** « cette formation à laquelle nous venons de prendre part sur le processus budgétaire nous a permis de savoir les lacunes que nous avons en ce qui concerne la gestion de nos collectivités territoriales. Cela va nous permettre désormais de veiller au bon fonctionnement de nos mairies, d'accroître la demande de redevabilité à l'endroit de nos élus locaux et d'accompagner la commune dans les différents secteurs de base. Elle nous permettra par ailleurs de sensibiliser la population à une citoyenneté responsable. A travers cette formation, CERADESI nous permet déjà de pouvoir occuper notre véritable place, en tant que OSC, dans la gestion de notre commune »



**Je suis Mme KARFO membre du CCVC Ziou par ailleurs AME au sein de ma commune:** « Je suis très satisfaite de la présente formation. Nous avons acquis un nouveau vocabulaire sur les questions de budget local. Nous avons appris sur les compétences dévolues aux collectivités territoriales. Cela me permettra d'être plus active en tant que membre de l'AME mais aussi et surtout en tant que citoyen ».



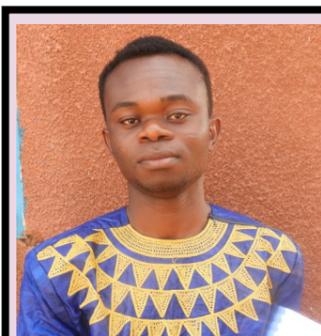
**Mme BONKOUYOU Odile, membre du SYNTHSA, CCVC Niongo :** « la formation s'est très bien passée sans soucis. Tous ce que nous avons appris, à savoir le processus du budget local et le cadre légal de notre implication dans la gestion des questions de développement dans notre commune, nous irons appliquer dans les localités et assumer notre mission »



**Je suis M. IDOGO, Point focal de Guiaro :** « Je trouve que la formation a été intéressante. Je suis satisfait de ce que je viens d'apprendre. J'ai appris sur le processus budgétaire, le cadre légal d'implication des OSC et les transferts de compétences aux différentes collectivités territoriales. Nos compétences qui ont été renforcés nous permettront de pouvoir assurer notre rôle de veille citoyenne et d'inviter les autorités communales à être plus redevable »



**M. NAMANE DAOUDA SG du SYNATEB, membre du CCVC de BISSIGA :** « cette formation nous a permis de comprendre le processus budgétaire et les textes qui nous permettent de mener avec beaucoup plus de pragmatisme notre travail de veille citoyenne dans la commune. »



**Le point focal du CCVC de Niangho** « Je suis COMPAORE Kadré, ressortissant de la commune de Niangho. Je suis ici en tant que représentant des associations des jeunes pour le développement de Niangho. Pendant deux journées, nous avons suivi cette formation initiée par CERADESI. Elle nous a donné de savoir que nous sommes indispensables pour le développement de

notre commune. Ensuite, elle nous a rappelé les lois qui nous impliquent dans l'élaboration du budget local et la gestion de l'action publiques dans la commune. Nous pensons qu'avec cette formation, nous pourrons propulser notre commune à l'image d'une ville »

**-formuler des avis pour les décideurs politiques et les organisations de la société civile sur la pertinence des choix de politiques.**

Pour des actions pertinentes, efficaces et efficientes, toute l'équipe du CERADESI agit sur la base des valeurs et principes **d'objectivité, d'impartialité et d'indépendance**. De la grande décision prise au niveau de l'organe stratégique du centre, à la plus petite action posée dans la communauté, au bénéfice des citoyens, ces valeurs et principes demeurent capitaux.

Le Centre d'Etude et de recherche-Action pour le développement économique et social intégré a fait de la **recherche-action pour le développement** son leitmotiv. Il travaille au quotidien, en collaboration avec différents acteurs et partenaires dont l'UNICEF pour propulser le développement des collectivités territoriales, ce, au grand bonheur des populations. À travers son expertise et ses actions sur le terrain, il se hisse à la hauteur d'un centre de référence, acteur d'une citoyenneté responsable pour que personne ne soit laissée pour compte. Le Centre est ouvert à toute personne physique ou morale, disposée à respecter les textes qui régissent son organisation et son fonctionnement, partageant ses valeurs et intervenant dans les domaines des politiques publiques au Burkina Faso.



**Le Siège du CERADESI est situé dans le quartier Wemtenga, derrière le Scolasticat, à quelques 300 mètres de la direction régionale Ouaga1 de la LONAB**

**05 BP 6153 Ouagadougou 05  
Tel.: (+226) 25 36 97 97 / 63 49 69 69  
Site web: [www.ceradesi.org](http://www.ceradesi.org)  
Email: [info@ceradesi.org](mailto:info@ceradesi.org)**

## PRESENTATION DU PROJET PARRC

Le « Programme d'Appui au Renforcement de la Redevabilité Sociale et de la Veille Citoyenne en faveur de l'accès aux Services Sociaux de base dans 20 communes du Burkina Faso (PARRC) » est un projet initié par le Centre d'Etudes et de Recherche Action pour le Développement Economique et Social Intégré (CERADESI).



**Adam COULIBALY, chargé du Projet PARRC**

L'UNICEF Burkina est le partenaire financier et technique de ce projet. Le PARRC intervient dans un contexte d'évolution socio-économique majeure, caractérisée par la volonté exprimée des citoyens d'être plus vigilants, de participer et d'être plus impliqués dans la gestion des affaires publiques mais aussi, par la montée d'un nouveau sens collectif, d'un besoin "d'agir ensemble" pour faire émerger l'intérêt collectif.

## Les objectifs du projet

Le Projet PARRC a un objectif global et cinq objectifs spécifiques :

### Objectif global

L'objectif global du projet est de contribuer au renforcement de la veille citoyenne individuelle et /ou collective à l'effet d'améliorer le rendement qualitatif et quantitatif des services sociaux de base via des dépenses publiques participatives, inclusives et équitables.

### Objectifs spécifiques

- ◆ **Asseoir une culture de redevabilité et de responsabilité sociale** qui amène les autorités locales à formuler en étroite collaboration avec les citoyens, des budgets participatifs et consensuels, à les exécuter efficacement et de manière efficiente, et à rendre compte de leur gestion.
- ◆ **Accompagner techniquement les acteurs (autorités, élus et OSC)** au niveau local pour des services sociaux de base de qualité et pour une société civile outillée et active.
- ◆ **Capitaliser l'expérience du projet pour servir de cas d'école** - capitaliser les résultats et les leçons tirées du projet et de mener des actions effectives de plaidoyer à l'endroit des ministères et des partenaires clés sur la base des évidences produites.
- ◆ **Contribuer à réduire les formes d'inégalités, d'injustices sociales** en matière de droits des femmes et des enfants et des personnes vulnérables dans les secteurs concernés.
- ◆ **Contribuer** à assurer la production et la disponibilité d'informations sanitaires/nutritionnelles de qualité à tous les niveaux, à renforcer l'utilisation de l'information sanitaire/nutritionnelle dans la prise de décisions et à améliorer l'utilisation des services sanitaires/nutritionnels par les populations.

## Les résultats attendus

Les résultats attendus dans le cadre du PARRC sont au nombre de quatre (04).

- ◆ D'ici à la fin du projet, les autorités locales organisent de concert avec la société civile les débats d'orientations budgétaires, mettent en place des mécanismes de reddition des comptes et gèrent les ressources locales de manière efficace et efficiente en faveur des enfants (filles/garçons), femmes et personnes vulnérables .
- ◆ D'ici à la fin du projet, les organisations locales de la société civile développent de manière autonome des initiatives de veille et de contrôle citoyen dans les secteurs de l'éducation, la santé, l'eau potable, l'assainissement et de la nutrition.
- ◆ D'ici à la fin du projet, des informations sanitaires/nutritionnelles de qualité sont produits et rendues publiques et aident à la prise de décisions améliorant ainsi l'utilisation des services sanitaires/ nutritionnels par les populations.
- ◆ D'ici à la fin du projet, les résultats ou expériences du projet sont documentés; diffusés et valorisés au niveau national, régional et communal

### ZONES D'INTERVENTION DU PARRC

Région	Province	Commune
Boucle du Mouhoun	Nayala	Gossina
		Toma

## SUIVI ET APPUI AUX ACTIVITES DES CCVC

Les missions de suivi des activités de CCVC ont été réalisées au cours des deux trimestres. Le premier avait pour objectif d'initier l'élaboration des ébauches de feuilles de route pour les 20 Comités Communaux de Veille Citoyenne (CCVC). Sur le terrain, il s'est agi de faire un bref rappel des objectifs et résultats du projet, d'échanger sur la mission à confier aux CCVC, sur l'élaboration de Feuille de route et les actions à entreprendre pour la finalisation des feuilles de route. Elle a été réalisée au cours de la période du 16 août 2020 au 02 septembre 2020. Au cours de cette même période, l'équipe du projet saisi l'occasion pour mener

des actions d'appui aux activités des CCVC dont l'objectif était d'appuyer l'organisation des activités des 20 Comités Communaux de Veille Citoyenne (CCVC). La mission d'appui a permis d'échanger sur l'organisation et les principes fondamentaux du fonctionnement des CCVC, à préciser le rôle dévolu aux différents points focaux du projet dans chaque commune, enfin au règlement des prises en charges trimestrielles des points focaux. La seconde mission réalisée au cours de la deuxième décennie du mois de novembre a consisté à les appuyer pour une organisation autonome d'échanges et de partage d'expérience.

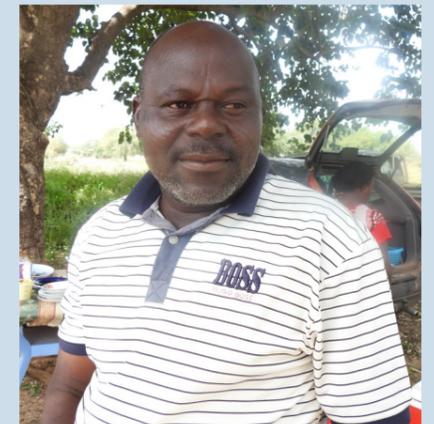
## APPRECIATION DES BENEFICIAIRES DU PROJET

### Formation des CCVC sur le processus du budget local et le cadre légal d'implication des OSC a la gestion de l'action publique



Je suis **SONDE Hamidou** représentant le **FSYNTER**, membre du **CCVC** de **Boudry** : « nous

avons participé pendant deux jours à cette session de renforcement de capacités donnée par CERADESI. Il faut reconnaître que cette formation a été à la hauteur de nos attentes. Nous avons vu le processus budgétaire et les textes y afférents ensuite les rôles des différents acteurs. Cette formation nous permettra, conformément aux objectifs de CERADESI, de mieux pratiquer la veille citoyenne. Par ailleurs nous allons travailler à renforcer les capacités de la communauté locale afin de susciter une participation de tout le monde à la gestion de la chose commune »



**LONGO N'SO** de la commune de **ZIOU**, membre du **SYNATEB** : « cet atelier organisé par l'ONG CERADESI pour le renforcement des capacités des OSC que nous sommes est la bienvenue. Cela va nous permettre de jouer notre partition pour une certaine transparence et redevabilité dans nos communes. Je pense que l'œil extérieur est toujours mieux placé pour apprécier et amener l'ordonnateur à mieux faire. » « Je jouerai mon rôle de veille citoyenne pour la bonne gestion des biens dans mon domaine, celui de l'éducation »

l'équipe du Centre d'étude et de recherche-action pour le développement économique et social intégré (CERADESI) s'est donnée les 18 et 19 novembre 2020, dans les locaux de la mairie de Djigouéra. Pendant ces deux journées les membres des CCVC de ces deux communes ont bénéficié d'un renforcement de capacité sur l'analyse du budget au niveau local. Cette formation est la suite logique de la précédente formation sur le processus du budget local, le cadre légal d'implication des OSC et le transfert des compétences aux collectivités territoriales. L'objectif est de permettre aux membres des CCVC de pouvoir questionner de façon orientée et pertinente le budget afin de voir comment les ressources sont réparties dans le but de mener un plaidoyer pour la prise en compte des questions liées aux droits fondamentaux des citoyens et surtout des couches vulnérables. Elle intervient dans le cadre du Programme d'Appui au Renforcement de la Redevabili-

té Sociale et de la Veille Citoyenne en faveur de l'accès aux Services Sociaux de base dans 20 communes du Burkina Faso (PARRC) financé et accompagné techniquement par l'UNICEF.

A en croire Moussa SANOU, représentant la FSYNTER dans le CCVC de Djigouéra, cette formation est un grand plus pour eux. « Cette formation sur l'analyse budgétaire nous a permis de comprendre le mécanisme du suivi du budget au niveau communal et au niveau des collectivités territoriales en général. Au-delà de cet aspect, il faut dire que l'analyse du budget va nous permettre de mener à bien notre mission de veille citoyenne à travers le suivi des actions à savoir l'élaboration du budget, son adoption et son exécution. »

Merci à l'UNICEF pour son accompagnement renouvelé. Merci aux autorités communales pour l'accueil et l'accompagnement.

### FORMATION DES CCVC DE ZIOU ET GUIARO SUR L'ANALYSE BUDGETAIRE



Photo de famille après la formation sur l'analyse budgétaire

Questionner de façon orientée et pertinente le budget afin de voir comment les ressources sont réparties dans le but de mener un plaidoyer pour la prise en compte des questions liées aux droits fondamentaux des citoyens et surtout des couches vulnérables, est la raison fondamentale de l'analyse du budget local. Deux journées durant les membres des Comités communaux de veille citoyenne des communes de Ziou et Guiaro, réunis dans

les locaux de la mairie de Ziou, ont appris à définir un angle d'analyse, un champ d'analyse, les indicateurs, le mode de calcul et les sources d'information. Par ailleurs, ils ont appris à se poser des questions pertinentes pour une meilleure analyse. Cette formation fait suite à celle ayant porté sur le processus du budget local, le cadre légal d'implication des OSC à la gestion de l'action publique et le transfert de compétences et des ressources aux collectivités territoriales. Elle intervient dans le cadre du Programme d'Appui au Renforcement de la Redevabilité Sociale et de la Veille Citoyenne en faveur de l'accès aux Services Sociaux de base dans 20 communes du Burkina Faso (PARRC) financé et accompagné techniquement par l'UNICEF et mise en œuvre par le CERADESI.

Merci aux autorités communales et à l'UNICEF pour l'accompagnement renouvelé.



LA RECHERCHE-ACTION POUR LE DEVELOPPEMENT

Centre-Est	Boulgou	Bissiga
		Niaogoh
		Zabré
Centre-Nord	Sanmatenga	Pissila
Centre-Ouest	Boulkiemdé	Pella
		Sourgou
	Sanguié	Godyr
		Zawara
Centre-Sud	Nahouri	Guiaro
		Ziou
Hauts-Bassins	Houet	Toussiana
	Kéné Dougou	Djigouéra
Plateau central	Ganzourgou	Boudry
		Mogtédou
	Ouhritenga	Absouya
		Ouhgou-Manéga
Sud-Ouest	Bougouriba	Bondigui
		Iolonioro

### ATELIER DE RESTITUTION DE L'ETUDE D'IMPACT SOCIO-ECONOMIQUE DE LA COVID-19 AU BURKINA FASO

Le CERADESI (Centre d'étude et de recherche action pour le développement économique et social intégré) a eu l'honneur de présenter, le jeudi 05 novembre 2020, les résultats de l'étude qu'il a initié sur l'évaluation des impacts socio-économiques de la COVID-19 au Burkina Faso. Ce fut au cours d'un atelier de restitution et de validation.



Une photo de famille prise après l'atelier de restitution

Intervenu dans les locaux du Secrétariat permanent des organisations non gouvernementales (SPONG), cet atelier a connu la présence d'un représentant de l'UNICEF, partenaire technique et financier du Centre et de plusieurs autres acteurs du développement. L'objectif de cet atelier était d'inviter les différents acteurs du développement à échanger sur les résultats obtenus en vue d'une amélioration du document final. Ainsi, les participants conviés à cette rencontre n'ont pas

manqué de multiplier leurs interventions afin d'enrichir les échanges. Au sortir de cette recherche, le CERADESI entend faire des conclusions et recommandations de cette étude, un outil pour conduire des plaidoyers de haut niveau pour la prise en compte des préoccupations des populations défavorisées dans les politiques publiques et les budgets à tous les niveaux. Notons que la principale recommandation de politique économique et sociale qui sort de cette étude est la mise en place de programmes de protection sociale, et plus précisément de transferts monétaires, qui permettront de limiter les impacts négatifs de la pandémie sur les individus les plus vulnérables.

# MISE EN ŒUVRE DU PROJET PARRC

## INFORMATION, IDENTIFICATION ET INSTALLATION DES COMITES COMMUNAUX DE VEILLE CITOYENNE (CCVC) DANS LES 20 COMMUNES D'INTERVENTION

Le Centre d'étude et de recherche-action pour le développement économique et social intégré (CERADESI) a organisé, dès l'entame du Projet PARRC, des missions dans ses différentes communes d'information. L'objectif de ses missions terrain était de rencontrer les différentes parties prenantes du projet pour un partage d'informations mais aussi d'identifier et mettre en place des comités communaux de veille citoyenne (CCVC). L'activité d'information, d'identification et d'installation des CCVC s'est déroulée en deux phases.

### Rencontre des autorités communales



Photo de famille avec les autorités de la commune de Bissiga

Conscient du fait que le succès de la mise en œuvre d'un projet dépend en grande partie d'une bonne analyse du terrain mais aussi des acteurs et de leur implication, le CERADESI a dès l'entame des activités du projet rencontré les autorités locales de chacune des communes d'intervention. Ces séances de rencontre et d'échange avec les autorités communales ont été l'occasion pour l'équipe de mise en œuvre du projet d'introduire le CERADESI et de présenter sa mission qui est de « **promouvoir la bonne gouvernance économique et financière à travers une meilleure gestion des ressources publiques par le développement et la valorisation de la recherche, des études ainsi que la mise en œuvre de pratiques novatrices sur la gestion budgétaire, la protection sociale et les droits humains** ». Dans chacune des missions effectuées dans les communes, l'équipe projet a par ailleurs saisi l'occasion de définir le contexte de son intervention et de présenter le Projet PARRC. Cela a permis aux autorités de connaître les objectifs, les résultats attendus, les activités et la stratégie de mise en œuvre du **Programme d'Appui au Renforcement de la Redevabilité Sociale et de la Veille Citoyenne en faveur de l'accès aux Services Sociaux de base dans 20 communes du Burkina Faso (PARRC)**. Satisfaits de la démarche adoptée par le CERADESI, les autorités communales dans les différentes zones d'intervention ont marqué leurs volontés et leurs engagements à accompagner le projet PARRC.

### Identification et installation des comités communaux de veille citoyenne

Pour assurer un succès éclatant du projet PARRC, le CERADESI et son partenaire technique et financier qu'est l'UNICEF ont décidé de s'appuyer sur les OSC et OCB des communes bénéficiaires qui interviennent dans les

### PROJET PARRC : MIEUX ANALYSER LE BUDGET LOCAL POUR MIEUX AGIR

Après un renforcement de capacités des CCVC sur le processus du budget local, le cadre légal d'implication des OSC à la gestion de l'action publique et le transfert de compétences aux collectivités territoriales, le CERADESI passe à une autre étape. Pour ce faire, une des équipes du Projet PARRC s'est rendu dans la commune de



Les participants au cours de la formation sur l'analyse budgétaire

Iolonioro. Autour des membres des comités communaux de ladite commune et celle de Bondigui, elle a déroulé un module de formation sur l'analyse budgétaire. Perçue comme la suite des précédentes, cette formation vient peaufiner les connaissances et capacités des CCVC sur le budget. L'objectif était de per-

mettre à ces derniers de pouvoir bien analyser le budget, surtout au niveau local. C'est-à-dire, questionner de façon orientée et pertinente le budget afin de voir comment les ressources sont réparties dans le but de mener un plaidoyer pour la prise en compte les questions liées aux droits fondamentaux des citoyens et surtout des couches vulnérables. Au sortir de cette formation, les participants ont exprimé leurs satisfactions et disent être mieux nantie pour jouer leur rôle de veille citoyenne. Merci à l'UNICEF, notre partenaire technique et financier qui ne cesse de nous accompagner dans le processus du développement économique et social intégré de nos communes.

**PROJET PARRC : « ... IL FAUT DIRE QUE L'ANALYSE DU BUDGET VA NOUS PERMETTRE DE MENER A BIEN NOTRE MISSION DE VEILLE CITOYENNE... »**



Apprendre aux membres des CCVC de Djigouèra et de Toussiana comment définir un angle d'analyse, un champ d'analyse, les indicateurs, le mode de calcul et les sources d'informations du budget. C'est là, la mission que

# FORMATION DES MEMBRES DES CCVC SUR L'ANALYSE BUDGETAIRE

Après la formation des comités communaux de veille citoyenne sur le processus du budget local, le cadre légal d'implication des OSC et le transfert des compétences et des ressources aux collectivités, le CERADESI a procédé à une nouvelle étape de formation. Cette seconde phase de renforcement de capacités a porté sur l'analyse budgétaire. Questionner de façon orientée et pertinente le budget afin de voir comment les ressources sont réparties dans le but de mener un plaidoyer pour la prise en compte des questions liées aux droits fondamentaux des citoyens et surtout des couches vulnérables, est la raison fondamentale de l'analyse du budget local. Tout comme la précédente formation, l'équipe projet a regroupé les membres des CCVC dans huit (8) sites de formation. Deux journées durant les participants ont appris à définir un angle d'analyse, un champ d'analyse, les indicateurs, le mode de calcul et les sources d'information. Par ailleurs, ils ont appris à se poser des questions pertinentes pour une meilleure analyse. Ces questions sont entre autres :

- ◆ Quelle est la cohérence entre les allocations de ressources budgétaires et les priorités en matière de droit humain ?
- ◆ Quelle proportion du budget public est consacrée au problème considéré ?
- ◆ Quelle est l'évolution de la part du budget public consacrée à la question ? a-t-elle augmentée ou diminuée ? Est-elle suffisante pour s'adapter à la croissance de la population concernée ?
- ◆ Les engagements politiques (nationaux et internationaux) ont-ils été respectés par les autorités budgétaires aussi bien en prévision que en exécution ?
- ◆ Les crédits alloués sont-ils discriminatoires ?
- ◆ Quel est le niveau d'exécution de budget consacrée à la question ?
- ◆ Le niveau a-t-il été respecté comme en prévision ?

Une Bonne analyse du budget permet aux CCVC et à tout autre citoyen de mieux pratiquer la veille citoyenne et de mieux s'impliquer dans la gestion de l'action publique et du développement de la collectivité. Les réponses ou ébauches de réponses aux questions posées dans le processus d'analyse devront permettre aux CCVC de :

- ◆ développer des messages liés à des questions clés sur les dépenses publiques en matière de droit à l'éducation etc. ;
- ◆ remettre en question les politiques et budgets publics en matière de droit à l'éducation et interpellier les autorités politiques ;
- ◆ de plaider en faveur de ressources supplémentaires et d'un meilleur usage de ces ressources ;
- ◆ d'améliorer la transparence et la responsabilité de rendre des comptes et influencer les processus de prise de décision ;
- ◆ d'exposer les détournements et les obstacles et réduire le gaspillage en matière de dépenses.

C'est pour quoi M. SIRI Moussa Membre du CCVC de Toussiana exprime sa satisfaction en ces termes : « **Je suis très satisfait de cette formation. Elle vient davantage renforcer les acquis précédents en nous donnant plus d'outils pour nous aider dans notre rôle de veille citoyenne.** »

secteurs sociaux de base. Il s'est agi d'identifier et d'installer un Comité Communal de Veille Citoyenne (CCVC) dans chacune des communes d'intervention. Cette activité est intervenue après la rencontre d'informations avec les autorités communales. Pour la constitution du Comité Communal de Veille Citoyenne, le CERADESI a pris attache avec différentes OSC



Une photo de famille de l'équipe projet avec le maire et les membres du CCVC de la commune de Djigouéra

et OBC (Organisation à base communautaire). Ainsi, sur demande de l'équipe projet, chaque organisation a proposé de façon consensuelle un représentant pour constituer le CCVC. Outre la nécessité pour le membre du CCVC d'être désigné de manière consensuelle par sa structure de base, il devait être disponible pour participer aux activités, tout au long du processus de mise en œuvre du projet, avoir la capacité de rendre compte et

d'assurer une responsabilité sociale. Il devrait par ailleurs être résident de la collectivité en question et de préférence alphabétisé. Après avoir constitué les Comités Communaux de Veille Citoyenne sur la base des critères ci-dessus, le CERADESI a organisé des ateliers d'échanges avec les membres des différents comités afin de présenter le projet, ses objectifs et les résultats attendus. Au cours de cette activité, chaque comité a élu un représentant appelé Point focal, pour servir de relai de l'équipe de projet dans la commune auprès des autorités et des populations. C'est cet atelier qui a consacré l'installation officielle du Comité Communal de Veille Citoyenne. Notons que chaque CCVC est constitué de 15 membres.



## ETUDE DE REFERENCE SUR LES PERFORMANCES DES COLLECTIVITES

Pour mieux maîtriser le contexte et faciliter la mise en œuvre du projet PARRC, le CERADESI a commandé une étude de référence sur les performances des collectivités territoriales. Cette étude a concerné les 20 communes d'intervention du projet. L'objectif principal de l'étude était d'affiner la stratégie d'intervention et surtout d'avoir une idée sur la situation contextuelle de la gouvernance locale et de l'influence citoyenne des populations sur la gestion des finances publiques et autres biens publics au niveau de chaque commune d'intervention. Cette étude a ainsi permis d'analyser le niveau de la gouvernance à savoir la transparence, la demande et l'offre de redevabilité, le niveau de la participation citoyenne à l'action publique, et la perception des populations sur la gouvernance locale. En sus, elle a permis d'analyser la problématique de la nutrition infanto-maternelle. Les données collectées dans les différentes communes ont fait l'objet d'une restitution en présence de différents acteurs. .

### Atelier d'examen et de validation du rapport d'étude



La restitution des résultats a été faite à deux niveaux. La première a consisté à faire une restitution au niveau national, avec amendement et validation du rapport global de l'étude. La seconde phase a consisté à faire une présentation désagrégée des données au niveau de chaque commune. Au niveau national, cet atelier a connu la participation effective de l'UNICEF, des 20 points focaux, des 20 maires ou leurs représentants, du CIFOEB, de CERA-FP, de la coopération belge (ENABEL), de SOLIDAGRO, du SPONG, du Laboratoire d'Analyse et de Politique Economique, de OXFAM, du MCA, de la Direction Générale du Développement du Territoire, la Direction Générale des Etudes et de la Planification du Ministère de L'Economie, des Finances et du Développement, etc. Ce fut l'occasion de présenter aux autorités locales et aux membres des différents comités, les résultats de l'étude sur la Gouvernance locale et l'influence citoyenne des populations sur la gestion des finances publiques et autres biens publics au niveau de chaque commune d'intervention.

semble des membres qui disent avoir beaucoup appris. « La formation nous a donné de savoir que nous sommes indispensable pour le développement de notre commune. Ensuite, elle nous a rappelé les lois qui nous permet de nous impliquer dans l'élaboration du budget local et la gestion de l'action publique dans la commune. Nous pensons qu'avec cette formation, nous pourrions propulser notre commune à l'image d'une ville », dixit M. COMPAORE le point focal du CCVC de Niaogoh. Au sortir de cette formation, les participants ont exprimé leur satisfaction à l'endroit de l'équipe de CERADESI pour la pertinence de l'initiative et la qualité de la formation. Ils disent être mieux doté pour jouer leur rôle de veille citoyenne. « A travers cette formation, CERADESI nous permet déjà de pouvoir occuper notre véritable place, en tant que OSC, dans la gestion de notre commune », s'exprime Abdoulaye DIESSONGO, Point focal du CCVC de Zabré.

Nous adressons toutes nos reconnaissances à l'UNICEF pour son accompagnement technique et financier renouvelé.

### Projet PAARC

#### FORMATION DES CCVC SUR LE PROCESSUS DU BUDGET LOCAL ET LE CADRE LEGAL D'IMPLICATION DES OSC A LA GESTION DE L'ACTION PUBLIQUE

Renforcer les capacités des différents acteurs sur les questions relatives à la bonne gouvernance et au développement est l'un des objectifs poursuivis par le Centre d'Etude et de Recherche-Action pour le Développement Economique et Sociale Intégré (CERADESI). Ainsi, ce lundi 02 novembre 2020, une équipe de l'ONG CERADESI a



posé ses valises dans la commune de GUIARO en vue d'une formation dédiée aux Comités de contrôle et de veille citoyenne (CCVC). Cette activité intervient dans le cadre du Programme d'Appui au Renforcement de la Redevabilité Sociale et de la Veille Citoyenne en faveur de l'accès aux Services Sociaux de base dans 20 communes du Burkina Faso (PARRC) financé et accompagné techniquement par l'UNICEF. Deux jours durant, une équipe du CERADESI a renforcé les capacités

des CCVC sur le processus budgétaire au niveau local, le cadre légal d'implication des OSC et le transfert des compétences et des ressources aux collectivités. L'atelier de formation a concerné les CCVC de GUIARO et ZIOU. Cette activité qui n'est que la première étape d'une série de formation semble avoir gagné la satisfaction des participants, à en croire les propos de Mme KARFO, AME et membre du CCVC de ZIOU : « je suis très satisfaite de la présente formation. Nous avons acquis un nouveau vocabulaire sur les questions de budget local. Nous avons appris sur les compétences dévolues aux collectivités territoriales... ». Mieux, « ...les compétences acquises nous permettront de pouvoir assurer notre rôle de veille citoyenne et d'inviter les autorités communales à être plus redevable. », renchérit M. IDOGO, Point focal du CCVC de Guiaro. Merci aux autorités locales et aux communautés pour leur accompagnement. Merci à l'UNICEF pour l'appui constant.

Manega et Pissila. Pendant deux journées, les membres des CCVC ont bénéficié d'un renforcement de capacité sur le processus d'élaboration du budget, le cadre légal d'implication des organisations de la société civile dans la gestion de l'action publique et le transfert des compétences aux collectivités territoriales. Cette activité intervient dans le cadre du *Programme d'Appui au Renforcement de la Redevabilité Sociale et de la Veille Citoyenne en faveur de l'accès au Service Sociaux de base dans 20 communes du Burkina Faso (PARRC)* financé et accompagné techniquement par l'UNICEF. Au sortir de cette formation, les participants ont manifesté leurs satisfactions. Ils disent être mieux nanti pour jouer leur rôle de veille citoyenne. « *Nous avons suivi ces deux jours de formation et nous en sommes très édifiés. A l'issue de cette formation, nous sommes désormais capables de suivre et participer aux sessions des conseils municipaux et veiller sur la gestion des actions publiques dans la commune de Absouya* », à en croire M. SOMDA Iretoira, point focal du CCVC de ABSOUYA. Merci à l'UNICEF pour son appui technique et financière

### Projet PARRC

#### Les CCVC de Bondigui et Iolonioro à l'école du processus du budget local.



La pratique de la veille citoyenne passe par la connaissance de ses droits, devoirs et rôles en tant que citoyen. Ainsi, l'ONG CERADESI a procédé à la formation des membres des Comités communaux de veille citoyenne (CCVC) de la commune de Bondigui et de Iolonioro. Cette formation qui a duré deux jours a permis de renforcer les capacités des CCVC sur le processus budgétaire au niveau local, le cadre légal d'implication des OSC et le transfert des compétences et des ressources aux collectivités. Elle intervient dans le cadre projet PARRC, financé par l'UNICEF et mise en œuvre par le Centre d'Etude et de Recherche-Action pour le Développement Economique et Sociale Intégré (CERADESI).

Merci aux autorités locales et aux communautés pour leur adhésion. Merci à l'UNICEF notre partenaire technique et financier.

### Projet PARRC

#### FORMATION DES CCVC : «...Nous pensons qu'avec cette formation, nous pourrions propulser notre commune à l'image d'une ville»



Impulser la veille citoyenne, la transparence et la redevabilité sociale pour un développement local équitable et inclusif, voici une des missions que le Centre d'Etudes et de Recherche-Action pour le Développement Economique et Social Intégré (CERADESI) s'est assignée à travers le Projet PARRC, financé par l'UNICEF. Après les membres des Comités de contrôle et de veille citoyenne (CCVC) des communes de Guiaro, Ziou, Bondigui et Iolonioro, c'est à ceux des communes de Bissiga, Niaogoh et Zabré de bénéficier d'une formation en vue de renforcer leurs capacités sur le processus budgétaire au niveau local, le cadre légal d'implication des OSC et le transfert des compétences et des ressources aux collectivités. La présente formation est intervenue à la mairie de la commune de Zabré, en présence de l'en-

La richesse des échanges a permis à l'équipe projet de comprendre davantage le projet et de peaufiner la stratégie d'intervention.

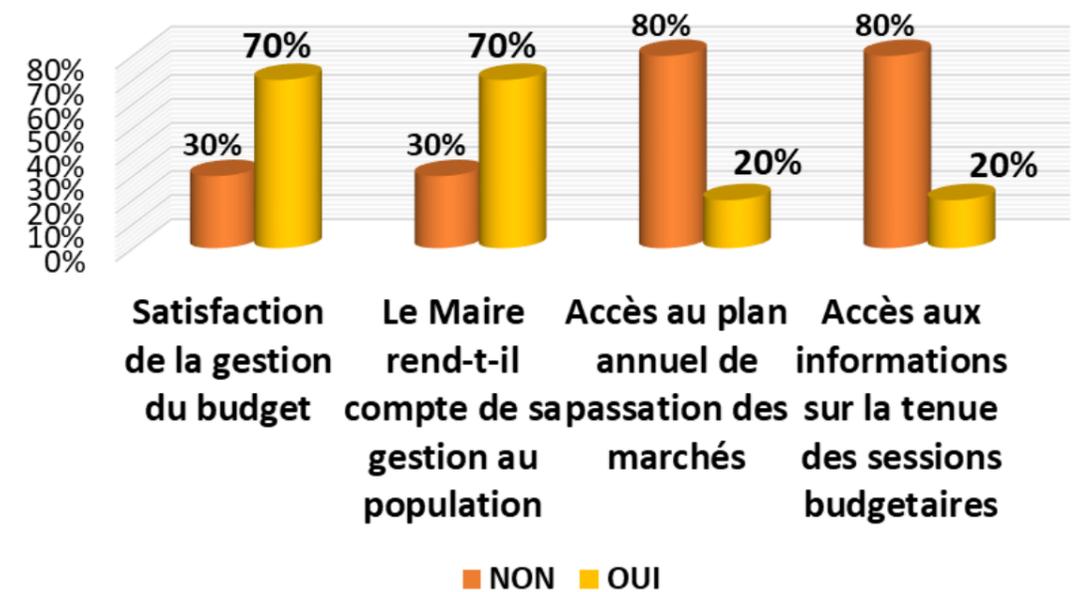
## Atelier de restitution dans les communes

Après l'atelier de restitution des résultats de l'étude référentielle au niveau national, l'équipe de mise en œuvre du projet PARRC a trimbalé sa bosse dans l'ensemble de ses 20 communes d'intervention. Au niveau communal, outre l'équipe du projet, les ateliers de restitution rassemblaient l'ensemble des 15 membres du Comité Communal de veille citoyenne. L'objectif était de mettre en débat les résultats de l'étude *baseline* sur les performances propre à chaque commune en matière de gouvernance des finances publiques et de fourniture des services d'éducation, de santé/nutrition, d'eau potable et d'assainissement. Le désagrégement des données par commune a permis aux participants d'apprécier les connaissances et pratiques des populations particulièrement de la société civile en matière de citoyenneté, de gouvernance, d'influence et de contrôle des ressources

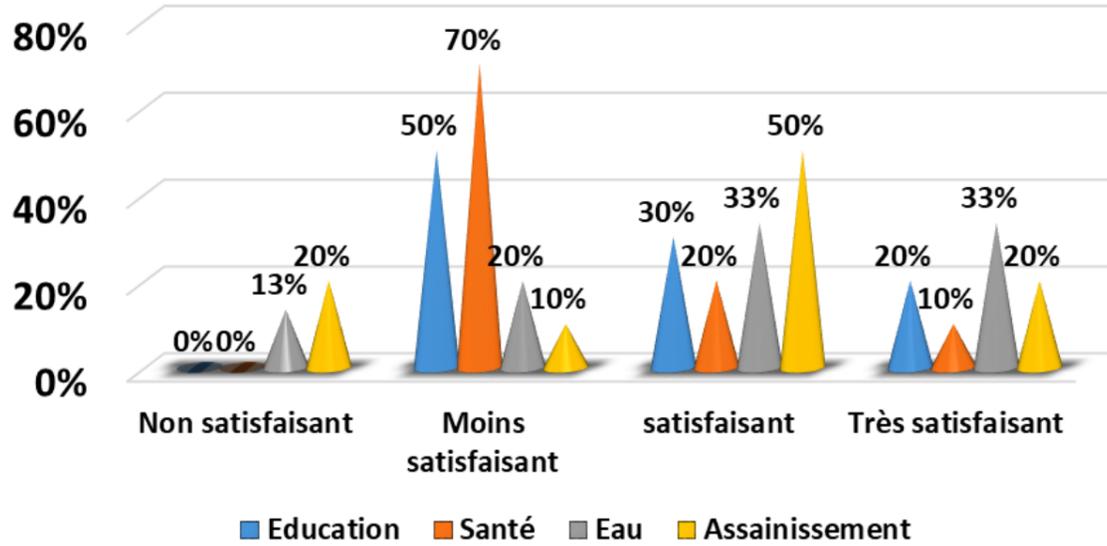
publiques. Cette étude a permis à l'équipe projet et à l'ensemble des CCVC d'apprécier la contribution des populations à la mobilisation des ressources fiscales dans leurs communes respectives. Elle a permis à CERADESI de faire le point des pratiques budgétaires au niveau de la commune et de recueillir des informations concernant la santé et la nutrition infanto-maternelle. L'analyse des résultats et leurs mise en débat au cours des différents atelier ont permis aux différents membres des CCVC de se rendre à l'évidence de l'importance de leur implication et, par ricochet celle des populations à la gestion et à l'animation de la vie publique au sein de leur commune. Il leurs a été donné de constater et affirmer la nécessité d'une veille citoyenne, une citoyenneté responsable à même d'accompagner les élus locaux dans la gestion de la cité.

### Quelques données de la commune de Gossina

#### Appréciation globale de l'offre de redevabilité des autorités locales par les OSC, OCB



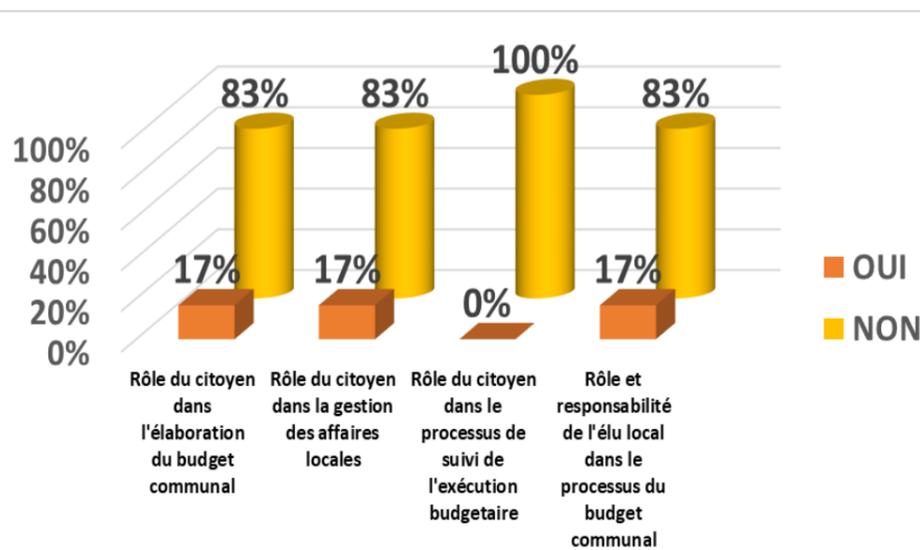
### Satisfaction de la conformité des acquisitions par rapport aux besoins des populations selon la commune de Gossina



L'analyse de ces différents graphiques permet d'appréhender le niveau de satisfaction des populations enquêtées dans la gestion du pouvoir public et des services sociaux de base au niveau de la commune de Gossina. De ce qui ressort, des efforts sont fournis par différents acteurs toutefois, plus d'effort sont nécessaires. « On constate sur le terrain, et confirmé par l'étude que moins de la moitié des personnes expriment une insatisfaction générale des services sociaux de base. Il faut bien que chacun joue son rôle pour faire avancer les choses. », dixit un membre du CCVC de la localité.

### Quelques données de la commune de Pella

#### Proportion des acteurs de la société civile qui connaissent les rôles des acteurs locaux



L'analyse de ce graphique fait l'état des lieux de la proportion des OSC enquêtées qui connaissent ou non le rôle des différentes parties prenantes de la collectivité. A l'instar de la quasi-totalité des communes enquêtées, dans la commune de Pella très peu d'OSC, dont les membres des CCVC (17%) connaissent leurs rôles dans l'élaboration du budget communal, la gestion des affaires

locales ou les rôles et responsabilités des élus locaux dans le processus du budget communal. Quant au rôle du citoyen dans le processus de suivi de l'exécution budgétaire, aucune personne interrogée n'en a connaissance. Et pourtant la veille citoyenne passe par la connaissance de ses rôles et responsabilités en tant que citoyen. D'où la nécessité d'un renforcement de capacité.

## FORMATION DES MEMBRES DES CCVC SUR LE PROCESSUS D'ELABORATION DU BUDGET LOCAL

Selon l'article 2 du Code général des collectivités territoriales : « La décentralisation consacre le droit des collectivités territoriales à s'administrer librement et à gérer des affaires propres en vue de promouvoir le développement à la base et de renforcer la gouvernance locale ». Cela nécessite que toutes les composantes de la collectivité (gouvernés et gouvernants) s'impliquent activement dans la gestion de la chose commune. Et, ceci passe par la maîtrise des procédures de gestion et des rôles des acteurs. Renforcer les capacités de différents acteurs sur les questions relatives à la bonne gouvernance et au développement est l'un des objectifs poursuivis par le Centre d'Etude et de Recherche-Action pour le Développement Economique et Sociale Intégré (CERADESI). Mieux, dans le cadre de la mise en œuvre du projet Programme d'Appui au Renforcement de la Redevabilité Sociale et de la Veille Citoyenne en faveur de l'accès aux Services Sociaux de base dans 20 communes du Burkina Faso (PARRC) financé et accompagné techniquement par l'UNICEF, le CERADESI a prévu une

série de renforcement de capacités des membres des comités communaux de veille citoyenne. Le premier en liste a porté sur le processus d'élaboration du budget, le cadre d'implication des organisations de la société civile dans la gestion de l'action publique et le transfert des compétences aux collectivités territoriales. Cette formation s'est déroulée sur la période du 25 octobre au 09 novembre 2020. Pour une intervention plus efficace et efficiente, l'équipe projet a procédé à un regroupement des CCVC dans huit (8) communes d'intervention, en fonction de leur proximité. Ainsi, regroupé en nombre de 30 ou 45, les membres des CCVC des 20 communes ont bénéficié d'un renforcement de capacité qui a duré deux journées. L'objectif de cette formation était de renforcer les capacités des CCVC pour les rendre plus apte à jouer leur rôle de veille citoyenne. En attendant de constater sur le terrain les actions des CCVC, les participants ont apprécié positivement la formation et salué les efforts de CERADESI et UNICEF, son partenaire financier.

### Projet PAARC

#### LES CCVC DES COMMUNES DE ABSOUYA, OURGOU-MANEGA ET PISSILA A L'ECOLE PROCESSUS DU BUDGET LOCAL A ZINIARE

Selon l'article 2 du Code général des collectivités territoriales : « La décentralisation consacre le droit des collectivités territoriales à s'administrer librement et à gérer des affaires propres en vue de promouvoir le développement à la base et de renforcer la gouvernance locale ».



Les participants au cours de la formation sur le processus budgétaire à Ziniaré

La veille citoyenne (gouvernés et gouvernants) s'impliquent activement dans la gestion de la chose commune. Et, ceci passe par la maîtrise des procédures de gestion et des rôles des acteurs. Pour ce faire, le CERADESI a initié à Ziniaré, une formation au profit des Comités de contrôle et de veille citoyenne (CCVC) des communes de Absouya, Ourgou-